

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

LE PROLETARIAT ESPAGNOL AURA LE DERNIER MOT !

APRÈS LE CONGRÈS DE LONDRES DE LA F.S.I.

Comme en 1914...

Le national-communisme multiplie ses excitations bellicistes. Sous le voile de la phraséologie genevoise le vieux social-patriotisme de 1914 fleurit toujours au sein de l'Internationale socialiste.

A Paris, à la revue du 14 juillet, passée pour la première fois sous les yeux du gouvernement (ainsi que le souligne avec une inconscience inouïe la S.F.I.O.) Croix de feu, communistes et socialistes, qui la main levée, qui le poing tendu, saluent fraternellement l'« armée républicaine », c'est-à-dire l'armée de la bourgeoisie française. En ces circonstances affreuses pour le mouvement ouvrier, ouvertement vendu par ses chefs aux états-majors impérialistes, la faillite des organisations politiques de la classe ouvrière confère une importance exceptionnelle à l'attitude du syndicalisme devant la guerre.

Répudiant le traité de Versailles, dénigrant l'impérialisme conservateur des vainqueurs de 1918 comme l'impérialisme revendeur des vaincus, et leur signifiant qu'elle n'apportera pas à leur querelle le sang des exploités, la Fédération Syndicale Internationale pourrait dresser sur le chemin de l'abattoir un obstacle décisif.

Le congrès de Londres, les discours de Citrine et de Jouhaux nous montrent, hélas ! que nous sommes loin du compte.

Passons sur le discours de Citrine, dont la Tribune des Fonctionnaires donnait cette semaine de larges extraits sans en faire nulle critique.

Ce latus académique sur la sécurité collective, la paix indivisible et la S. D. N. n'est qu'un démarquage britannique du discours de Léon Blum à Genève. Il a valu à « Sir Walter » les honneurs de l'Humanité.

Jouhaux, lui, mérite qu'on s'arrête à ses déclarations.

« On parle de l'impuissance de la S.D.N. a dit Jouhaux, nous sommes bien obligés de la constater ; mais cette impuissance, c'est aussi celle des peuples, c'est notre impuissance à nous-mêmes. »

Evidemment, l'impuissance de l'impérialisme dont l'essence est la guerre, à résoudre des contradictions sans recourir à la guerre !

Ayant ainsi entamé l'oraison funèbre de Genève, cela n'empêche pas Jouhaux de vouloir « renforcer, pousser en avant » le cadavre. Et en avant pour « l'organisation d'un accord mondial des forces pacifistes », au sein duquel s'intéressaient les pactes régionaux. « En avant pour la paix indivisible ! Car « laisserons-nous la vieille Europe chercher au MOYEN D'ALLIANCES ILLUSOIRES à sauver une contrée aux dépens d'une autre ? » En avant pour que « celui qui prépare l'agression (toujours l'autre impérialisme !) sente peser l'angoisse de la défaite certaine ».

Cet « accord mondial des forces pacifistes », on sait ce qu'il veut dire.

« IL SERAIT VAIN DE CROIRE POSSIBLE, a proclamé, en effet, le « général », L'ACCORD AVEC CEUX QUI NE PEUVENT PAS NE PAS VOULOIR LA GUERRE. Le fascisme porte en lui la guerre. Combattre le fascisme, c'est donc combattre pour la paix. »

Conclusion.

« Il faut donc que celui qui déclarera la guerre nous sente prêts, si nous ne pouvons empêcher l'agression, à ECRASER LA TENTATIVE POUR LE SALUT DE L'HUMANITE. »

Comme en 1914, le salut de l'humanité exigeait l'écrasement du militarisme prussien !... et le triomphe du militarisme français.

Le plus drôle — si nous osons dire — en cette affaire, c'est que Jouhaux lui-même, à propos de l'Unité syndicale internationale — a mangé le morceau.

Plaidant pour l'unité avec les syndicats russes (simple appendice, rappelons-le, de l'Etat soviétique) il déclara imperturbablement :

« Comment pourrions-nous conserver, à l'égard des prolétaires de certains pays, une attitude de suspicion, alors que nous-mêmes approuvons les gouvernements, lorsqu'ils se mettent à conclure des traités de non-agression et d'assistance mutuelle avec ces mêmes pays ?... alors que nous-mêmes, nous les engageons, nous les poussons à continuer dans la même voie. »

Nous voici loin de la motion de Toulouse « contre toute guerre ».

Comme les partis politiques qui se réclament du prolétariat, le syndicalisme international dans son expression officielle et responsable, dans ses chefs et dans ses cadres, est acquis à la guerre qui vient et à la politique qui la rend inévitable.

Abandonnant une fois de plus dans les bras de la bourgeoisie, reniant l'indépendance du syndicalisme révolutionnaire, Citrine l'a dit, Fimmen l'a dit, Jouhaux l'a dit.

Aux syndicalistes révolutionnaires que compte la C. G. T. de comprendre le péril, de se concerter, d'agir.

B.

La C.N.T. au premier plan de la lutte Ascaso est tué à Barcelone

Une fois de plus, toute l'Espagne révolutionnaire est en bataille contre ses pires adversaires de toujours. C'est la réaction militaire dans toute sa cruauté, dans toute sa férocité qui, dans un sursaut désespéré tente de juguler par la force, la volonté révolutionnaire des masses espagnoles.

Cependant, l'insurrection des généraux monarchistes, de toute cette clique militaire qui n'a jamais renoncé à l'ancien régime, doit normalement rencontrer un échec. Le prolétariat espagnol doit sortir triomphant de cette épreuve nouvelle.

Il doit sortir triomphant, car toute cette racaille militaro-fasciste n'a pu réussir à entraîner avec elle l'adhésion même partielle du peuple espagnol.

Si l'on excepte la bourgeoisie navarraise, encore attachée aux formes les plus périmées de la réaction politique, tel le Carlisme, et dont les fils se sont ralliés aux troupes de Molla, les chefs militaires restent isolés dans le pays.

C'est que le peuple espagnol, dont ils ont fait si souvent, de la dictature riveriste à la répression asturienne, couler le sang généreux, leur a voué une haine définitive.

On connaît l'origine de cette rébellion de l'état-major espagnol et comment, éclatant à l'improvvisu, elle a pris prétexte du meurtre du député monarchiste Calvo Sotelo. Le coup il faut le dire, avait été bien monté. Le complot éclata alors que peu nombreux étaient en Espagne ceux qui croyaient à la menace si rapprochée d'un coup d'Etat fasciste ou militaire.

Ce qu'il faut dire tout de suite, non pour ratisser sur des responsabilités passées, mais uniquement pour comprendre comment le mouvement a pu éclater avec cette soudaineté, c'est que pour une large part, les fautes du Front populaire ont amené ou créé des conditions favorables à l'offensive des militaires, offensive dirigée non seulement contre le régime mais aussi et surtout contre le prolétariat espagnol.

Le Front populaire en Espagne est une formation encore plus hybride qu'en France. Ce pouvait être une excellente formule politique, mais qui, sur le terrain économique, ne pouvait trouver sa contre-partie.

Le seul moyen d'empêcher en Espagne le retour des droites au pouvoir, après la liquidation politique du fascisme aux élections de février, c'était de mettre sans perdre une minute, les chefs militaires fascistes hors d'état de faire ce qu'ils ont fait aujourd'hui, car on sait qu'en Espagne, par expériences tout souvent répétées, la réaction sociale s'est toujours appuyée sur l'armée pour triompher.

Mais cette mesure ne pouvait être prise que par un licenciement massif des cadres militaires, licenciement tel que pratiquement l'opération eût abouti à la dissolution quasi complète de l'armée espagnole.

C'est la formule d'ailleurs que préconisait

nos camarades espagnols quand on parlait devant eux de l'épuration de l'armée.

Mais épurer l'armée eût nécessité en échange l'armement massif des ouvriers pour prévenir tout retour offensif des cadres visés par cette mesure de salubrité urgente.

Mais au lieu de prendre ces dispositions énergiques, on s'est contenté de disgrâces bénignes, qui ne faisaient qu'exciter l'hostilité et la résistance des militaires au lieu de la briser définitivement.

On envoyait en villégiature aux Canaries les assassins qui comme le général Franco, comme Mella, avaient, dans les Asturies, répandu à flots le sang ouvrier. D'autre, comme Goded, comme Queipo de Llano restaient même fort tranquillement en place l'un à Barcelone, l'autre à Séville. Cette mansuétude était plus qu'une faute, c'était un crime envers le prolétariat espagnol, car ces bandits aujourd'hui ne dissimulent pas qu'au cas désormais improbable où ils triompheraient, les représailles seraient terribles.

Mais la carence, l'inertie des dirigeants républicains s'expliquent surtout par le fait que les mesures énergiques nécessitaient pour aboutir, des moyens révolutionnaires telle la mise en état de défense armée du prolétariat et ce pour des objectifs vraiment révolutionnaires. Et les conséquences inévitables d'une action vraiment efficace effrayaient peut-être davantage les gouvernants que la menace d'un coup de force militaro-fasciste, dont, dans leur pensée, ils sous-estimaient le danger et la proximité.

Par une action parallèlement menée d'une part contre les révolutionnaires véritables de la C. N. T. et de l'autre contre des monarchistes fascistes, ils croyaient continuer, vaillamment, le petit train-train parlementaire. Mais ce sont là des formules de gouvernement qui peuvent convenir à des époques tranquilles.

Ce n'est pas tout à fait le cas en Espagne où les oppositions d'intérêts matériels et moraux des classes adversaires ne permettent guère de synthèse.

Voilà pourquoi la tentative de Franco et de ses acolytes a des chances, une fois brisée, d'entraîner des conséquences imprévues de ses fomentations.

Ces conséquences on peut être certain que nos amis d'Espagne vont maintenant mettre tout en œuvre pour les réaliser.

Les organisations de la C. N. T. sont dès le premier instant entrées à fond dans

LIRE EN 2^e PAGE :

L'appel des disparus

par Sébastien Faure.

La mort d'Ascaso

3^e PAGE

Vers la guerre par Bérat.

L'enquête du « Libertaire ».

Pour prévenir les calomnies possibles et dénoncer les silences intéressés...

L'ACTION DE LA C. N. T. A BARCELONE

La presse de mercredi 22 a publié dans les dépêches d'Espagne un communiqué de la généralité de Barcelone d'où nous extrayons le passage suivant :

La lutte fut particulièrement acharnée le dimanche. Le gouvernement de la Généralité, en parfait accord avec le gouvernement de la République, a combattu les rebelles avec la garde civile, les gardes d'assaut et le peuple, en particulier les syndicalistes. Ces trois éléments ont lutté ensemble. LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL A JOUE UN ROLE PREPONDERANT.

La grève est générale dans toute la Catalogne.

Comme par hasard l'Humanité a « oublié » de publier ce communiqué. Ce qui permettra sans doute à M. Wizan de continuer à donner à nos amis espagnols ses ridicules conseils.

Nous trouvons encore dans Paris-Soir du 21 la relation suivante de Nicolas Mounou : VIVA LA F. A. I. ! VIVA LA C. N. T. !

Nous traversons en trombe. Partout, dans les rues, tout est mort. Des patrouilles de gardes d'assaut circulent sur les Ramblas. Des voitures dont les occupants sont armés braquent leurs fusils.

bagarre. Partout les militants ont déployé une fois de plus ce courage incroyable qui les caractérise. En Catalogne, ils sont les véritables arbitres de la situation, leur rôle dans le comité révolutionnaire et les milices ouvrières est prépondérant. A Madrid, où il semble qu'au début ont ait tenté de se passer de leur concours par tous les moyens, ils sont au cœur de la lutte.

Le comité national qui siège dans la capitale a fait savoir que la Confédération était dans la lutte « jusqu'au dernier de ses hommes et jusqu'à la dernière cartouche. »

Cependant, la C. N. T. n'a pas eu trop à se louer des Gouvernements du Front Populaire. A trois reprises, en deux mois, ses locaux à Madrid ont été fermés. Par deux fois la grève du bâtiment a failli être brisée par les agissements des chefs de l'U. G. T.

Mais nos camarades ont démontré que devant le péril commun, ils savaient faire taire leurs légitimes rancœurs. Ceci dit pour répondre en passant à M. Paul Nizan, stalinien de son métier, qui mardi dans l'Humanité, donnait si comiquement à nos camarades des conseils de tactique révolutionnaire.

Is n'avaient d'ailleurs pas attendu les événements actuels pour faire cette démonstration. Le Congrès de Saragosse au mois de mai, avait officiellement offert à l'U. G. T. la pratique des Alliances révolutionnaires. Et il n'était pas de jour que la presse anarchiste et anarcho-syndicaliste ne revint sur ces propositions qui restaient malheureusement sans réponses.

Ce sont les événements qui viennent de la fournir, la réponse.

Dans la lutte, l'alliance révolutionnaire s'est faite spontanément entre socialistes, anarchistes et révolutionnaires de toute tendance.

Cette alliance, après la victoire — car nous nous refusons à douter de la défaite du coup de force militaro-fasciste — devra être maintenue.

Scellée par l'héroïsme réciproque des combattants ouvriers, elle devra permettre une avancée sérieuse de la révolution sociale, difficilement ébauchée désormais.

De toute manière, on peut être sûr que nos camarades joueront à fond leur chance — la chance de la révolution libertaire.

Cependant, la lutte qui ne fait que commencer, s'annonce terrible. Déjà nous avons à déplorer la mort de nombre de nôtres. Ce jeudi matin nous apporte la nouvelle de la mort d'Ascaso, tombé à Barcelone lundi, dans l'attaque de la caserne d'artillerie dite de Dressane.

Notre tristesse est grande en pensant aux vides que la guerre sociale va creuser dans les rangs de nos amis.

Mais nous puissions dans leur sacrifice héroïque et notre espoir dans la révolution libertaire et notre foi dans la victoire finale du prolétariat espagnol.

lib

CONTRE LE FASCISME

« La C.N.T. luttera aux côtés du gouvernement jusqu'au dernier de ses hommes et jusqu'à la dernière cartouche »

Nous battons-nous pour Dantzig ?

Les affaires de Dantzig tournent décidément à l'aigre. La décision du Sénat dominé par les nazis de modifier unilatéralement le statut de la Ville Libre, statut fixé par la S.D.N., apparaît à tous comme le premier pas vers une annexion pure et simple au III^e Reich. Là-dessus, notre presse, mais surtout notre presse de Front populaire, somme le Conseil de la S.D.N. de se réunir sans retard et de prendre toutes décisions propres à barrer la route à l'hillérisme. L'Humanité est tout particulièrement énergique... Si, écrit-elle, comme on le prétendait hier, à Genève et à Paris, le Conseil de la S.D.N. n'est pas convoqué l'Allemagne nazie interprétera cette carence comme un encouragement aux aventures. L'Humanité réclame donc une action vigoureuse du gouvernement français au sein du Conseil de la S.D.N. Or celui-ci ne semble pas autrement s'émouvoir. Il n'a rien changé à ses dispositions antérieures qui comportent une réunion normale en septembre et, en attendant, la poursuite d'une enquête par un comité des Trois — c'est-à-dire MM. Eden, Delbos et Monteiro. Ce comité des Trois a réclamé un rapport de M. Lester, Haut Commissaire de la S.D.N. à Dantzig. C'est tout.

L'Humanité se fâche véhémentement contre cette absence de réaction. Eh quoi ! Au moment où Hitler, une fois de plus, viole ouvertement la légalité, on se contente d'ordonner une enquête qui, sans doute, demandera encore bien des jours, après quoi, on prendra son temps pour l'examiner, on réclamera sans doute un supplément d'information au Dr Lester et quand toutes ces formalités seront achevées l'affaire de Dantzig aura perdu de son actualité. La politique du fait accompli aura une fois de plus triomphé.

Tout cela est incontestable. Une action rapide et efficace du Conseil n'eût été possible que si le gouvernement anglais l'eût menée. Or celui-ci ne veut rien faire actuellement pour sauver ce qui reste du statut de Dantzig. Il s'appuie sur deux raisons : l'attitude passive de la Pologne, directement intéressée dans l'affaire et celle, théorique, de la France concernant les pactes régionaux, pactes recommandés par le gouvernement de ce pays en l'absence d'un protocole général d'arbitrage. Or, le pacte germano-polonais est précisément de ceux-là. Jusqu'à présent, il a réussi à atténuer l'antagonisme entre les deux puissances signataires directement en opposition dans l'affaire de Dantzig. Va-t-on pour sauver l'honneur de la S.D.N., si sérieusement malmenée dans l'affaire italo-éthiopienne, créer artificiellement un incident nouveau ? Il apparaît bien, en effet, que la Pologne accepte sans trop d'émotion la politique violente des nazis dantziçois, soit qu'elle la considère (c'est la version officielle) comme une affaire proprement intérieure à la Ville Libre, soit qu'elle lui semble une contre-partie nécessaire, quoique regrettable, des avantages qu'elle tire de l'accord.

Dès lors, nous le demandons à l'Humanité, est-ce bien le rôle de la classe ouvrière de ce pays que d'intervenir dans une telle affaire ? On connaît la position du parti communiste là-dessus. Elle exprime la nécessité de combattre partout l'hillérisme. Il s'agit donc de réaliser l'union des peuples qui veulent la paix contre les fauteurs de guerre, de décréter l'Allemagne d'accusation, de la désigner comme l'ennemi du repos du monde. En l'occurrence, il s'agit d'empêcher Hitler de s'emparer de Dantzig.

Nous avons montré à plusieurs reprises l'impossibilité pour une telle politique de se réaliser en dehors de la guerre. A la stratégie hillérienne du fait accompli, il faudrait, en bonne logique, répondre par la violence. Est-on prêt à cette extrémité pour empêcher le retour à l'Allemagne d'une ville dont la population est en majorité allemande ? Nous nous opposerons toujours, quant à nous, à une pareille aberration. Notre haine de la sanglante dictature de Hitler ne saurait nous aveugler jusqu'à souhai-

ter une guerre avec l'Allemagne, guerre dont le premier effet serait d'amener la triomphe du fascisme dans ce pays. Aussi bien, en ce qui concerne le parti communiste, ne s'agit-il pas d'aveuglement. Les appels benigneux de Gabriel Péri s'inscrivent dans une politique parfaitement claire dont nous avons maintes fois dénoncé le caractère et les effets.

Elle n'est pas la nôtre. Usons le dire : nous préférons mille fois à une nouvelle guerre que l'antizig tombe entre les mains d'Hitler et que l'Autriche devienne allemande, nous préférons n'importe quelle modification du statut territorial du monde. Car ce monde n'est pas le nôtre. Car ce ne sont pas là les affaires de la classe ouvrière. Notre seul mot d'ordre doit être : *Avant tout, la paix !* Défense, donc, à l'impérialisme de compter sur le prolétariat pour lui assurer la tranquille jouissance de ses voleries. Qu'il s'affuble du masque patelin d'une pseudo-démocratie ou qu'il apparaisse sous les traits féroces du fascisme, qu'il soit offensif ou défensif, avide ou nanti, il est partout l'ennemi. Lui opposer en quelque endroit que ce soit le concours de la classe ouvrière est un crime.

LASHORTES.

Pour les six pages

Chaque semaine nous sommes obligés de laisser quelques papiers sur le marbre. Il nous est impossible de donner satisfaction à tous nos correspondants ouvriers, de Paris ou de province. Nous réduisons même dans nos chroniques habituelles, beaucoup de sujets d'actualité ne peuvent être traités faute de place.

Les quatre pages sont devenues tout à fait insuffisantes. Il nous faut paraître sur six pages. Nous le ferons dès le début d'octobre. Mais, pour supporter cette dépense supplémentaire, il est indispensable que tous nos amis nous aident.

Cette charge sera d'autant plus lourde pour notre trésorerie, que notre imprimeur et notre expéditeur viennent d'augmenter leurs prix de 10 et 20 %. Malgré cela, grâce au dévouement de tous nos amis, nous paraîtrons sur six pages dans les débuts d'octobre, comme prévu.

C'est sur eux que nous comptons, en propagant davantage le *Libertaire*, en organisant la vente à la rue.

Dans toutes les localités où se trouvent de nos amis, le *Libertaire* doit être vendu à la criée. Il n'est pas toujours possible à un camarade d'envoyer son aide financière au journal, mais il lui est toujours possible de placer 10 ou 20 *Libertaires* dans son entourage.

C'est par ce moyen que notre journal se développera et prospérera.

Mais n'oubliez pas, camarades, que pendant longtemps encore, la souscription restera le moyen indispensable pour assurer la parution régulière du journal.

Envoyez votre aide, pour que rapidement nous puissions avoir les six pages.

Adressez les fonds à N. Faucier, 29, rue Piat, Paris (20^e), Chèque postal : N. Faucier 596-03, Paris.

A BAS LES LOIS SCÉLÉRATES !

La condamnation de Fortin

Lundi dernier, à la 16^e Chambre correctionnelle, une jeune monarchiste poursuivie pour outrage et rébellion était condamnée à 48 heures de prison avec sursis et 16 fr. d'amende. A la même heure, Fernand Fortin, gérant et directeur de la « Revue Anarchiste » comparait sur opposition à un premier jugement, devant la 13^e Chambre correctionnelle sous l'inculpation de provocation de militaires à la désobéissance. Il était poursuivi pour avoir publié dans sa revue certains passages du « Manuel du Soldat » de notre ami Georges Yvetot, qui avait été acquitté lorsqu'il fut lui-même poursuivi à la parution de cette brochure.

Plus sévères que leurs prédécesseurs, les juges de la 13^e ont condamné Fortin à 3 mois de prison ferme et 100 francs d'amende.

Nous protestons contre cette condamnation doublement scandaleuse. D'abord, du fait qu'elle traduit une partialité de classe révoltante, et ensuite parce que sans erreur, c'est bien un gouvernement de Front Populaire qui est au pouvoir. Or, quand ils étaient dans l'opposition les gens qui le composent et leurs soutiens, ne cessaient avec juste raison de réclamer avec nous l'abrogation des lois scélérates. Leur premier geste — qui eut été hautement symbolique — les gens qui le composent et leurs soutiens, ne l'ont pas fait.

La condamnation de Fortin confirmée par leur magistrature indique-t-elle qu'ils ont l'intention d'utiliser eux-mêmes — et contre qui, sinon contre les révolutionnaires qui pourraient les gêner ? — cette arme de la pire des réactions ?

GRUPE DE CARRIÈRES

FÊTE CHAMPÊTRE

DU 26 JUILLET

Le Groupe organise dimanche 26 dans « l'île Fleury » une fête champêtre, dans un cadre idéal. Jeux de toutes sortes. Tombola avec de nombreux lots.

Allocation du camarade Boudoux. Autobus 62 et 63 porte Maillot ou Champperret. Descendre au pont de Bezons. Des fleches indiqueront l'itinéraire. Apporter ses provisions. Ravitaillement en boissons assuré.

Compagnons de la région parisienne, venez passer une bonne journée en famille.

L'APPEL DES DISPARUS

par Sébastien FAURE

Dans le coin où je me repose... en travaillant, j'ai appris la mort de deux camarades qui m'étaient chers : Alexandre Berkman et Fernandez Orobon.

Le *Libertaire* a déjà publié sur ces deux excellents militants des notes biographiques qui signalent l'activité qu'ils ont mise au service de notre propagande, les persécutions que leur a valu leur action ininterrompue et l'inaltérable dévouement dont leur existence tout entière nous apporte l'émouvant témoignage.

Alexandre Berkman. — Que de luttes évoque ce nom, que d'efforts et que de sacrifices ! La pauvreté, l'âge et la maladie n'avaient pas abattu son courage, enflamé son énergie, diminué l'ardeur de ses convictions.

Entière était restée sa lucidité : compréhension remarquablement claire de l'évolution qui se poursuivait à l'époque de transition que traverse l'humanité contemporaine.

Fernandez Orobon appartenait à cette jeunesse d'Espagne dont la ferveur et l'indépendance nous émeuvent d'admiration et nous combient d'espérance. Dès l'adolescence, il avait apporté au mouvement libertaire, dans les divers pays qu'il traversa par suite de la vie errante que lui imposèrent les multiples expulsions dont il fut frappé, l'intelligence qui éclairait son esprit et la flamme qui embrasait son cœur. La F.A.I. et la C.N.T. trouvèrent en lui un collaborateur précieux, un auxiliaire infatigable et de haute valeur.

Car, comme Berkman, Orobon associait le mouvement ouvrier au mouvement anarchiste et se dévouait en faveur de l'un et de l'autre : on en trouve la preuve dans le récit de leur existence exceptionnellement agitée.

Ces deux compagnons étaient, l'un comme l'autre, théoriciens et hommes d'action : deux qualités qu'on rencontre rarement chez le même individu ; qualités dont l'addition constitue l'anarchiste qui pense, veut et agit, par conséquent l'anarchiste complet.

Peut-être y avait-il chez Berkman plus de pensée réfléchie et chez Orobon plus d'action audacieuse.

Effet de l'âge : celui-ci ayant trente ans de moins que celui-là. Mais si le dynamisme que possédaient nos deux amis était d'un dosage quelque peu différent, il s'en dégageait une égale puissance et leur disparition laisse un vide qu'il est urgent de combler.

**

Quels qu'aient été, de leur vivant, les services par eux rendus à la marche de notre idée, quelque salutaire qu'ait été leur influence, quelle qu'ait été l'affection dont nous les entourions, quelles qu'aient été la noblesse et l'ampleur des batailles qu'ils livrèrent, les disparus ne sont pas pour nous des idoles.

Nous n'avons pas le culte des morts ; iconoclastes, nous combattons les dédications et les autels.

Dans les milieux qui se disent républicains et démocrates, les Robespierre et les Saint-Just ; dans les partis qui se réclament du socialisme et du communisme, les Marx et les Lénine sont des demi-dieux, des surhommes, des êtres prodigieux à l'ombre desquels se trament et s'accomplissent en même temps que les abandons de principes, les plus notoires, les pires trahisons.

Sans doute, nous ne nous faisons pas faute de glaner dans l'abondante moisson de constatations, de vérités, d'enseignements et d'exemples que nous ont légués les Bakounine, les Kropotkine, les Reclus, les Malatesta et beaucoup d'autres.

Mais ces emprunts n'ont pas pour nous le caractère d'une révélation qui, incrustée dans un Evangile, un Catéchisme, interdit toute contradiction. Nous ne sommes pas une Eglise et nous n'avons ni Dieu, ni prophète, ni saint.

Les emprunts que nous faisons aux œuvres et aux exemples que nous ont laissés ceux qui nous ont précédés ont pour objet, uniquement, d'établir la continuité des conceptions libertaires et leur attrayante harmonie, de confronter les thèses qu'ont soutenues nos devanciers et celles que nous défendons nous-mêmes, de fortifier, ainsi, nos propres convictions anarchistes en soumettant leur examen à l'épreuve décisive de l'expérimentation.

Nos « anciens » ne sont pas pour nous des maîtres, détenteurs de vérités intangibles et définitives. Ils ne sont que des guides, des frères aînés, dont la large et forte main enlève à notre nous soutient sur la route semée d'embûches et d'obstacles qui, péniblement mais stremement, conduit l'humanité vers des horizons toujours élargis et des sommets de plus en plus élevés.

Nous les écoutons et nous les aimons ; mais, bien que nous inspirant de leurs leçons et de leurs exemples, nous ne les suivons pas les yeux fermés et nous ne leur obéissons point.

Notre pensée n'est pas rivée à la leur : ils ont vécu hier et nous vivons aujourd'hui. Ils se sont révoltés contre les servitudes que les erreurs, les préjugés et la loi avaient forgés au profit des gouvernements et des riches de leur temps et au détriment des gouvernés et des pauvres. Le meilleur, le seul moyen de les honorer, ce n'est pas de leur élever des autels, c'est de nous insurger, d'un même cœur et d'une même volonté qu'eux, contre les erreurs, les préjugés et la loi que les détenteurs de la richesse et du pouvoir font de nos jours contre les exploités du capitalisme et les opprimés de l'Etat.

C'est à ce travail ardu mais magnifique de bien-être économique et de liberté politique à conquérir pour tous sans exception que la longue existence de Berkman convie les vœux.

C'est à ce labeur lent, difficile et périlleux mais d'une admirable fécondité que la courte vie d'Orobon appelle les jeunes.

Jeunes et vieux, répondons à cet appel.

La mort d'Ascaso

Au moment de mettre en page nous apprenons la mort de notre camarade Francisco Ascaso.

Son courage exemplaire devait le placer au premier rang, dans la lutte que soutient actuellement le prolétariat espagnol pour la défense de ses libertés. Il a été tué lundi matin alors qu'à la tête d'un groupe de camarades, il attaquait la caserne d'artillerie dite Dressanes. Il est tombé, ainsi qu'un grand nombre d'anarchistes qui l'entourait, sous les balles d'une mitrailleuse.

La F. A. I. et la C. N. T. perdent en lui un de leurs meilleurs militants.

L'humanité qui l'avait oisivement insulté pendant les événements d'octobre 1934, garde aujourd'hui le silence sur sa mort héroïque.

Il était très connu en France où il avait été emprisonné avec ses amis Durutti et Jover, à la suite d'une demande d'extradition de l'Espagne, de Primo de Rivera et par l'Argentine. Ils furent libérés tous les trois à la suite d'une campagne énergique menée par le *Libertaire* et l'Union anarchiste.

La semaine prochaine, nous reviendrons sur la vie de militant pleine de dévouement et de sacrifice de notre ami au service de la classe ouvrière.

LES INDIGENES ATTENDENT DU NOUVEAU...

A bas le code de l'indigénat ! Egalité totale des droits !

Au nom du groupe des anarchistes algériens, nous recevons de notre bon camarade Saïl Mohamed l'article suivant que nous insérons bien volontiers, car il rappelle opportunément aux dirigeants du gouvernement de Front Populaire, l'immense travail qui reste à accomplir, dans ce que les patriotes de toutes espèces appellent la France d'outre-mer, pour faire des indigènes au moins des égaux politiques de leurs « protecteurs » français. En Afrique du Nord, en A.O.F. comme en A.E.F., à Madagascar comme en Indochine, « des dizaines de millions » d'indigènes attendent que soit mis fin à l'odieux régime d'exception qui les opprime. Là où même le gouvernement de Front Populaire peut facilement accomplir la tâche urgente qui s'impose, il n'a qu'à s'inspirer des méthodes que préconisaient dans l'opposition ceux qui le composent aujourd'hui.

Hommes de cœur, comprenez enfin nos cris de douleur, nos appels de détresse et réclamez avec nous l'abolition totale de l'ignoble code de l'indigénat qui mine lentement le moral et le physique du peuple algérien et est une tâche à l'honneur de la France dit républicaine et démocratique.

Vous qui frémissez quand une injustice se produit dans votre entourage, qui protestez avec énergie quand une victime du fascisme gémir dans une geôle, qui vous révoltez quand l'Europe tout entière se révolte, n'est-ce pas à l'indigénat que la métropole, qui exige des devoirs et des charges écrasants, mais qui en échange ne donne aucun droit. Il est formellement interdit au Français d'outre-mer de se syndiquer pour se défendre contre un patronat qui l'exploite et l'opprime.

Car, enfin, qu'est-ce que le code de l'indigénat ? C'est tout simplement cet ensemble de lois qui mettent l'indigène Algérien à la merci de la métropole, qui exigent des devoirs et des charges écrasants, mais qui en échange ne donnent aucun droit. Il est formellement interdit au Français d'outre-mer de se syndiquer pour se défendre contre un patronat qui l'exploite et l'opprime.

Pour lui, pas de liberté d'opinion, pas de liberté de la presse. Ses écoles sont rares, et l'instruction est à un niveau tellement bas que très peu peuvent en profiter et restent dans une ignorance complète qui permet une exploitation éhontée.

L'indigène n'ayant pas le droit de vote, on lui impose une dictature qui le traque et le rançonne. Les impôts écrasants sont engouffrés en partie dans de louches affaires, car malgré leur importance, les villages indigènes sont dans leur généralité privés de lumière, de postes et de télégraphie, et il n'y a pour ainsi dire pas de routes carrossables.

Pour cacher cette incurie, les gouvernements invoquent ce motif aussi absurde que ridicule : « Pour qu'il soit mis au rang des « civilisés » l'indigène doit renoncer à son statut personnel qui lui donne le droit de se marier avec plusieurs femmes ».

Parce qu'en France, voyez-vous, il n'y a pas de harem mais l'hypocrisie en matière sexuelle existe davantage qu'en Algérie. Et au point s'agenouillent cyniquement et sans foi devant un dieu en carton ou en plâtre, qu'on-ils à reprocher au malheureux Bicot qui pratique des rites qui ne sont pas plus ridicules que ceux des autres religions, car elles se valent toutes et ne sont fondées que sur la crédulité de leurs fidèles.

Mais voici qu'en l'an 1936, le gouvernement du Front populaire veut, dit-on, atténuer ce mal, l'atténuer seulement et non le guérir complètement même en ayant le pouvoir.

Croît-il qu'avec un os à ronger il va calmer la révolte qui gronde ? Ne songe-t-il pas que le « sidi » à qui l'on a appris à mourir pour les marchands de patriotisme sur les champs de bataille de la dernière boucherie pourrait peut-être pousser sa révolte jusqu'à sa délivrance totale ?

Ne voit-il pas que là-bas les fascistes travaillent, que les fruits de leur propagande commencent à apparaître à une cadence accélérée. Les suppôts de l'hitlérisme vont-ils être les seuls bénéficiaires de l'incurie des gouvernants qui ne veulent pas se rendre compte que leur politique néfaste envers un peuple qui leur jette pieds et poings liés dans les bras du fascisme. Nous qui sommes nés et avons vécu en Algérie et qui connaissons le tempérament de nos compatriotes nous disons : « Prenez garde si vous ne donnez pas l'égalité des droits aux indigènes, si vous leur refusez l'instruction vous serez coupables de la révolte d'un peuple capable de tenter la pire aventure pour reconquérir sa liberté ». Nous voyons tellement ce danger que nous croyons de notre devoir de vous donner l'alerte.

Nous ne sommes pas des politiciens, mais de simples travailleurs qui voient bien plus loin qu'on le croit communément.

Notre appel doit être entendu par tous ceux pour qui la liberté n'est pas un vain mot.

A bas tous les fascismes !

Pour le groupe anarchiste des indigènes Algériens : Saïl Mohamed.



Propos d'un Paria De mon wagon

INFORMATEURS

Il fut un temps où la lecture de certains journaux dits satiriques présentait quelque attrait. On y rencontrait parfois le mot qui porte, la roserie bien venue à l'adresse de l'un des maîtres du moment.

Puis on sentit, chez certains, un parti pris qui leur faisait dédaigner des proies pourtant bien faciles et l'on comprenait assez vite que la vie d'un journal — même satirique — a ses mystères dans lesquels l'indépendance est mise, si l'on peut dire, sous le boisseau.

Il ne suffit plus d'en citer un, il faudrait les nommer tous. Car aujourd'hui, par la grâce du gouvernement de Front populaire, le fouteur de la satire s'est transformé en une solide brosse à reluire portant le sceau de la faucille et du marteau et peinte aux couleurs nationales.

C'est ainsi que nous avons pu lire, dernièrement dans un hebdomadaire et sous la signature d'un ancien membre du Comité de la Ligue des Combattants de la Paix, un papier — au goût du jour — sur la nécessité de guerroyer, à nouveau, pour le droit, la civilisation et tout ce qui était déjà en honneur et méublait les discours de M. Léon Jouhaux aux beaux jours d'août 1914 !

D'autres se croient obligés de poursuivre de leurs flèches les plus acérées « les traîtres à la classe ouvrière », les « renégats » qui, ayant quitté le parti communiste, poursuivent, en dehors de lui, une tâche qui, ma foi, n'est pas si différente de celle que leur imposait Moscou s'ils étaient restés les serviteurs obéissants des régimes soviétiques.

La campagne menée contre Doriot par la presse humoristique du parti communiste est l'illustration de ce que peut accomplir dans ces sortes de besogne des journalistes qui ne s'embarassent ni de bonne foi, ni de préjugés superflus.

Je veux bien admettre que Doriot ait changé de camp et qu'ayant prêché la révolution, l'internationalisme, il vante actuellement les mérites de la réconciliation nationale, répudie l'internationalisme et rêve d'une autorité forte, d'une autorité qu'il exercerait, naturellement.

Mais Doriot n'est qu'un homme et ses anciens amis sont assez mal venus de lui reprocher d'avoir abandonné des idées qu'ils ont eux-mêmes jetées au orties depuis qu'ils en ont reçu l'ordre.

« Nous sommes nationaux », écrit P. Vaillant-Couturier dans l'*Humanité*, comme nous sommes internationalistes, PARCE QUE COMMUNISTES. »

Vous avez compris ? D'autres sont nationaux parce qu'ils ne sont plus communistes, et leur position me semble, sinon plus juste, du moins plus logique. D'autres encore sont nationaux pour des raisons qui leur semblent meilleures.

L'important c'est d'être national.

Car, ainsi que le proclame le Parti communiste : « Il faut qu'on sache au dehors que si d'anciens s'avisent de confondre la terre de France avec la terre de Dantzig, ils trouveront à qui parler. »

Ah ! sacro-sainte Terre de France, tes défenseurs les plus ardents sont dans les rangs de ce grand parti qui, après avoir adopté Rouget de l'Isle, sa Marseillaise et le drapeau des Versaillais, chante la gloire de l'armée républicaine et prépare les esprits à la prochaine « der des der ».

Et consolez-vous, Doriot et tous autres, dans la trahison envers la classe ouvrière, vous n'êtes que des petits garçons.

Mais il est permis de se demander si la classe ouvrière, telle la femme de Sganarelle ne trouve pas un certain plaisir à être battue. — Pierre Mualdes.

PETITE GUERRE

M. Bergery, national-socialiste mou et M. Doriot, national-socialiste dur s'envoient des vacheries.

— La droite vous applaudit, dit (ou fait dire) M. Bergery à M. Doriot.

— Et vous donc, qui aimez tant faire battre les mains des belles madames !

— Réclamiste ! rétorque M. Bergery.

— Lutte académique contre les trusts, riposte M. Doriot.

Petite guerre.

UNE INTELLIGENCE

Petite guerre, disons-nous, car M. Bergery et M. Doriot ont bien des amitiés communes.

M. Bertrand de Jouvenel de *Paris-Soir*, qui manie la brosse à reluire dans le journal de M. Doriot, est un grand ami de M. Bergery.

Et M. Dominique qui encense M. Doriot et M. Bergery est fort prisé des deux rivaux.

Quelle intelligence, quelle plume, quel talent ! dit de M. Dominique, le journal de M. Bergery où un rédacteur ingénu confesse son admiration pour le bonapartiste (et à tout faire) de la République.

En effet, quelle intelligence que ce M. Dominique !

Nous ne avoue-t-il pas, dans le prospectus illustré où un certain nombre de lèche-pieds et de têtes molles disent leur admiration pour M. Doriot, que pour lui, le modèle des révolutions, c'est le Deux Décembre.

Révolution ou coup d'état ? Pour M. Dominique, évidemment, c'est tout comme.

Les romanichels.

Nicolas Lazarevitch est libéré

Devant l'indignation ouvrière et la pression des organisations syndicales belges, le gouvernement tripartite s'est vu dans l'obligation de libérer notre camarade quelques jours après les autres condamnés pour faits de grève.

Notons cependant qu'en ce qui concerne l'amnistie, rien n'a encore été voté, si ce n'est une loi « de cadre », permettant au gouvernement d'amnistier, comme bon lui semble, qui il voudra et dans la mesure qu'il jugera bonne.

Déjà il semble que plusieurs délits commis au cours des mouvements revendicatifs seront classés parmi ceux relevant du droit commun. Il s'agit notamment de trois chauffeurs de taxis bruxellois qui, lors de la grève balancèrent une voiture de jaune au canal et qui ont été condamnés lourdement pour vol, alors qu'il s'agit évidemment d'un fait en étroite relation avec la lutte ouvrière.

A relever l'attitude des élus communistes qui se sont abstenus lors du vote sur cette singulière procédure d'amnistie. La réconciliation des classes est en bonne marche, comme toujours au détriment des travailleurs.

RÉUNIONS PUBLIQUES

Nanterre. — Vendredi 24 juillet à 9 h., salle Pouchon, 49, rue de Suresnes. Orateurs : Ridel, Ringaers, Coudry sur ; les deux ans, l'union sacrée.

MONTREUIL

Dimanche 26 juillet à 10 heures, salle de la Coopé, 11, rue de l'Église.

Orateurs : Ridel, Ringaers, Coudry. Position de la J.A.C. face aux problèmes actuels.

Réunion le 29 juillet à 20 h. 30, à Colombes, Chalet du Cycle, Sur les 2 ans, l'union sacrée. Orateurs : Ridel, Ringaers, Coudry.

Les conséquences imprévues des événements d'octobre 1934

(Suite)

Cet article a été écrit avant que s'engage la lutte qui bouleverse actuellement toute l'Espagne. Il montre cependant les raisons profondes qui ont abouti à la situation présente et acquiert ainsi un intérêt tout particulier. (— N. D. L. R.).

La guerre sociale en Espagne a appris aux classes dominantes à se défendre et à ne céder que devant la force. Cet état d'esprit leur permet de tenir dans la tempête que la crise économique mondiale a déclanchée. Une formidable force de répression assure la domination capitaliste et traque dans les faits l'unité de classe de différentes fractions de la bourgeoisie. En Espagne le gouvernement peut être de gauche ou de droite : il se voit avec la même sévérité dans les conflits sociaux.

L'arrivée des gauches au pouvoir en février dernier consistait de la part de la bourgeoisie espagnole un chef-d'œuvre de stratégie. Devant l'inconnu de la pression populaire, l'équipe Zamora-Portela Valadarez se retira, laissant aux fractions de gauche le soin de maintenir la paix sociale. Le rapprochement entre les deux centrales ouvrières recevait en même temps un coup sensible. La fraction réformiste de l'U. G. T. pouvait reprendre librement son activité de dissocation des forces révolutionnaires, tandis que la fraction de « gauche » avait s'user dans des luttes, sans issue, avec les réformistes et se perdre dans les sables mouvants de la « dictature du prolétariat ».

La crise du Parti Socialiste

La conséquence la plus désastreuse, pour le mouvement ouvrier espagnol, de l'arrivée au pouvoir du front populaire, c'est la crise du Parti Socialiste. Pendant la période des différents gouvernements Lerroux-Gil Robles la grosse masse du secteur marxiste du mouvement ouvrier s'orientait nettement vers des solutions révolutionnaires. Les dirigeants socialistes en prison, dans l'émigration ou en liberté, étaient parfaitement au courant de l'état d'esprit de leurs troupes. Ils faisaient taire leurs rancunes et assentiments nés du dégonflage sensationnel d'octobre.

Un vent de panique soufflait dans l'état-major socialiste devant l'inconnu de la réaction des masses populaires pendant les élections. C'est cet état d'esprit de panique et de doute sur la victoire qui explique le fait que le P. S., qui disposait du gros des troupes électorales, accepta de donner aux groupes inexistants de la gauche bourgeoise une représentation au Parlement leur garantissant la suprématie politique. Pour s'assurer le concours financier de Staline, car on manquait d'argent (les caisses de l'U. G. T. n'existaient plus) on accorda au Parti Communiste 16 mandats, et pour se donner l'air de ne pas être contre le syndicalisme on assura l'élection de l'unique membre du Parti Syndicaliste. Exploitant adroitement le désir du peuple de voir sortir les prisonniers politiques, le Front Populaire remporta la victoire électorale.

Les dirigeants du Front Populaire n'ignoraient pas à qui ils la doivent, ils savent que la C. N. T. existe. Largo Caballero et ses amis craignent l'abandon de leurs troupes miment comme condition de rentrer dans le Front, la non-participation des élus socialistes au pouvoir. On disait aux ouvriers impatients de l'U. G. T. : « Nous allons à la révolution. Les élections ne sont qu'un moyen pour faire sortir les prisonniers politiques et éliminer le fascisme s'il essaie de résister ».

Ce leitmotiv est repris, chaque dimanche, par Largo Caballero à travers l'Espagne. Ce n'est pas l'avis du Comité National du P. S. qui se trouve entre les mains des amis de Prieto, Rios, Gonzalez Peña, etc. Ces chefs socialistes professent la théorie de l'incapacité de la classe ouvrière d'instaurer le socialisme dans un pays arriéré comme l'Espagne. Ils veulent maintenir coûte que coûte, le régime actuel croyant à sa « mission historique ». Prieto reprend tous les arguments que Plekhanoff, Kautsky, Bauer employaient en 1918 pour empêcher la classe ouvrière en ébullition de liquider le régime capitaliste. En bon politicien, il les accommode avec des citations de Lénine, car Lénine, quand on étudie son œuvre, n'était qu'un réformiste avancé, qui se rendait compte que l'on ne peut pas s'opposer à la vague révolutionnaire sans risque d'être écrasé.

Les jeunes socialistes qui pensent que Lénine était un révolutionnaire intransigeant, sont troublés par les « révélations » de Prieto et la propagande anarchiste, et ne savent plus à quel saint se vouer. La jeunesse socialiste qui se trouve entièrement entre les mains de Largo Caballero et des communistes, verra se dresser dans son sein la fraction réformiste, si les dirigeants socialistes ne trouvent pas un compromis qui leur permettra d'éviter la scission. Largo Caballero défend, pour l'instant, la non-participation des socialistes au pouvoir. Il déclare que le régime capitaliste est usé et que la classe ouvrière unie doit le renverser et instaurer la dictature du prolétariat. Il se dit partisan de l'alliance révolutionnaire avec la C. N. T., mais son organisation n'a pas encore répondu à la proposition de la C. N. T. de réaliser cette alliance en rompant toute collaboration avec la bourgeoisie.

Lorsqu'on objecte à Largo Caballero, que la C. N. T. est contre la dictature du prolétariat, il déclare, sans la moindre hésitation : « Nous nous entendrons avec les anarchistes ».

Si les réformistes de Prieto ont la majorité au Comité National du P. S. et tiennent l'organe du Parti El Socialista, Largo Caballero est maître de l'U. G. T., de la jeunesse socialiste et de la majorité du groupe parlementaire. Pour souligner son désaccord avec les dirigeants du P. S., Largo Caballero a démissionné du C. N. et a créé le quotidien Claridad qui est avec la Solidaridad Obrera, le journal ouvrier le plus lu. Il tire environ 40 à 50.000 exemplaires.

El Socialista et Claridad échangent chaque jour des polémiques mêlées d'injures. El Socialista reprochait à Largo Caballero de demander en public la convocation du Congrès et de s'y opposer dans les coulisses. Largo Caballero voulait que ce congrès eût lieu à Madrid, tandis que les amis

de Prieto préféraient les Asturies, car Largo Caballero n'a pas bonne presse dans les Asturies. Il est accusé, par la Fédération des Asturies, par Gonzalez Peña et les luteurs d'octobre, d'avoir manqué de courage, d'avoir déserté son poste, d'avoir trahi le mouvement, de s'être « dégonflé » devant le tribunal. Ces polémiques empoisonnent l'atmosphère des meetings et réunions socialistes.

Prieto reproche, dans des meetings et réunions publiques à Caballero de vouloir fausser l'histoire, en prétendant que le mouvement d'octobre avait pour but l'instauration du régime socialiste. Il se moque des attitudes de « chef » que prend Caballero. Il lui jette à la figure des citations de Lénine, lui démontrant qu'il n'est pas révolutionnaire, mais un vulgaire gauchiste se prenant pour un « chef » révolutionnaire, et, comme argument suprême, au reproche de vouloir pactiser avec les ennemis traditionnels du marxisme : les anarchistes.

Largo Caballero répond à cette offensive en contre-attaquant. Il traite Prieto et ses amis de vulgaires réformistes. Il les accuse d'avoir usurpé la direction du Parti Socialiste et de mener le prolétariat à la catastrophe comme l'ont fait les réformistes en Autriche et en Allemagne.

Mais les amis de Prieto l'invitent à prendre la parole, avec Gonzalez Peña et Thomas, dans un meeting à Ejicia près de Séville.

Dès le commencement du meeting les jeunes socialistes, en uniforme, empêchent Thomas de parler, en chantant le chant des Frères prolétaires des révolutionnaires asturiens, et en acclamant Largo Caballero. Gonzalez Peña, l'autre leader du mouvement d'octobre, essaya en vain de parler. Quoi de plus dramatique que de voir un des combattants des Asturies, qui fit son devoir jusqu'au bout, interrompu par le chant qui inspira les prolétaires asturiens et par les acclamations adressées à celui qui n'avait rien fait pendant ces journées tragiques...

CHARLES ROBERT.

(A suivre).

LE COIN DES JEUNES

AU CHIQUE !

L'épreuve chère aux sportifs, le « Tour de France » se déroule actuellement.

Hares sont les journaux, de droite à gauche, ou n'est, en première page (Noblesse oblige) le portrait de l'homme au maillot jaune et de ses suivants immédiats.

La presse loue à l'envi, l'épreuve géante, et les chevaliers de la pédale.

Dans le genre bourre-mou, c'est du gâteau, comme dirait l'autre.

L'exploiteur du muscle, un Schneider du genre, ce vieux Desgranges jubile ! Pensez donc, la publicité marche à plein rendement, vive le sport et les couillons passionnés aux exploits des géants de la route.

Quel bon moyen ce tour de France de faire vibrer artistiquement la fibre patriotique, de décapler les passions chauvaines !

C'est la gorge sèche, la larme à l'œil, que le crétin moyen supporte les chances de son favori et s'attendrit sur ses malheurs. Du reste une publicité spéciale est faite, pour tenir le public au courant des moindres faits et gestes des concurrents.

De pleins wagons de conneries à l'usage des excités de la pédale.

Et puis comme dans tout scénario bien réglé il y a le coup de théâtre, la situation dramatique, effondrement du favori, cassage de gueule savamment dosé, c'est alors que le tricolore se réveille (sauvez l'Espagne et la France) et par un puissant retour de la vaillante équipe la victoire est arrachée d'un poil ! Ouf !

Le cinéma aussi est là pour en mettre un vieux sale coup à l'enthousiasme des hésitants. On fait défilier aux yeux émerveillés du peuple la horde des concurrents, rincés à mort, couverts de boue, poussiéreux à souhait, mais plant la gloire à pleins naseaux. Sortant du spectacle, le moindre morveux se sent « l'étoffe d'un champion ». La fine fleur des journaux accablée est chargée de faire mousser l'exemple moral du tour. Courage, volonté, endurance, distraction pour la jeunesse, l'exemple, vive le sport mûssieu ! et autres gourdières avalées du reste goulument par les insatiables.

A côté notamment parmi les loueurs du tour, le citoyen Zamacois donneur de conseils distingués qui trouve que le spectacle constitue un puissant stimulant pour les fainéants et les encroûtés. Mince alors, quiconque a pu apercevoir la kermesse publicitaire une fois dans sa vie doit en être dégoûté à jamais.

Somme toute l'exploitation du muscle est excellente pour messieurs les organisateurs, pas la peine de se gêner ! Une demande le peuple : du pain et des jeux ! Voilà qui est fait.

L'enthousiasme sportif prépare à d'autres enthousiasmes, prélude de folles guerrières.

Maintenant un bon conseil aux encroûtés : qu'ils rejoignent donc les rangs révolutionnaires, le boulot ne manque pas.

Le travail contrairement au Tour de France n'est pas spectaculaire.

Néanmoins, il est plus sincère. GUY.

JEUNESSE ANARCHISTE COMMUNISTE

Organisation nationale. — Les groupes militants et sympathisants doivent s'adresser au secrétaire Monbert.

Groupe Paris-ville. — Mardi 28 juillet à 9 h., au local, Caserne intérieure sur : « Pacifisme et méthodes ». Appel à tous les jeunes de l'U. J. P. F.

La brochure « Manifeste de la J. A. C. » va paraître. Adresser les commandes au secrétaire Monbert, au Lib.

Les papillons antimilitaristes sont parus, 2 50 le cent, 20 fr. le mille. Adresser les commandes à Monbert, au Lib.

RETENEZ VOTRE DIMANCHE 2 AOUT POUR LA BALADE ORGANISÉE PAR LA JEUNESSE A CHELLES, AU LIEUDIT LA SABIÈRE.

LES MOYENS DE COMMUNICATIONS SERONT DONNÉS DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO.

GRANDE GOGUETTE AVEC CHARLES D'AVRAY LE 1^{er} AOUT EN SOIRÉE SALLE DE LA SYNTHÈSE, 5 IMPASSE DE GENES. CETTE SOIRÉE A POUR BUT DE FOURNIR LES MOYENS NECESSAIRES AU TIRAGE DE TRACTS ANTIMILITARISTES.



VERS LA GUERRE

Une convention de passage des troupes russes en Roumanie?

Une grave nouvelle, de source particulièrement sûre, nous parvient de Roumanie.

Un accord viendrait d'être conclu entre l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie et la Roumanie en vue d'assurer et d'organiser, en cas de guerre, le passage de troupes russes en Tchécoslovaquie à travers le territoire roumain.

Cette information — dont il est inutile de souligner l'importance et la signification — nous était parvenue sans détails, il y a une quinzaine de jours.

Depuis, Titulesco l'a démentie dans l'Universel, mais des précisions viennent de nous être fournies qui ne laissent guère de doute sur ce qui se trame au sud-est de l'Europe entre la Russie et la Petite-Entente.

La vérité serait la suivante :

L'accord aurait bel et bien été rédigé et paraphé par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères soviétique et par les ministres des Affaires étrangères roumain et tchécoslovaque.

Nous disons bien « paraphé » et non « signé ».

On sait que la diplomatie impérialiste (exemple : le pacte franco-soviétique), se plait à ces nuances de forme qui permettent de ménager les transitions, d'équivoquer, de démentir s'il y a lieu, bref de mieux mentir aux peuples pour les conduire plus commodément au massacre.

« Paraphé » donc et non « signé », la signature officielle ayant été remise à plus tard, sur les instances d'un gouvernement balkanique, effrayé des conséquences que la divulgation d'un tel accord et le caractère de fait accompli à lui conféré par une signature solennelle, eussent pu actuellement avoir pour la paix.

Il est bien évident en effet que l'impérialisme allemand (aussi exécrable est-il le besoin de le dire ? — que ses pairs « démocratiques » ou « bolchevik » et qui redoublent actuellement en Roumanie son agitation fasciste et antisémite) aurait toute latitude, si l'envie lui en prenait, de considérer l'accord en question comme une menace directe, qui plus est, agressive, de la part de la Russie avec laquelle il n'a point de frontière commune, etc., d'agir en conséquence.

La preuve, ajoute notre informateur, que, pratiquement, paraphé et signature se valent, c'est que des maintenant les clauses techniques de l'accord sont exécutées, et que des travaux sont entrepris sur le réseau ferroviaire roumain pour assurer dans les meilleures conditions le transit direct des troupes russes d'Ukraine en Roumanie à travers la Bessarabie.

Titulesco, ajoute-t-il, a été obligé de quitter précipitamment Montreux où il participait à la conférence de remilitarisation des Dardanelles et de rentrer à Bucarest pour faire face aux attaques qui redoublaient contre lui à cette occasion et ont failli le contraindre à démissionner.

La presse française, de toute opinion, ayant observé sur cette affaire, le mutisme le plus complet, nous serions particulièrement heureux de savoir si, comme tout le monde à penser, nos renseignements sont exacts.

Quelqu'un se dressera-t-il dans cette presse domestiquée ou sur les bancs du Parlement pour demander au Gouvernement de Front Populaire :

1^o Si l'accord en question a été conclu. 2^o Dans l'affirmative, s'il l'a été avec l'assentiment de M. Blum et de M. Delbos, FIDÈLES ALLIÉS DE LA PETITE-ENTENTE ET DE L'U.R.S.S. BERAT.

L'ENQUÊTE DU « LIBERTAIRE »

Est-ce un bien ? Est-ce un mal ?

Nous publions cette semaine une partie des premières réponses qui nous sont parvenues à l'opportune enquête dont notre ami Sébastien Faure a eul l'initiative.

La semaine prochaine nous insérerons les réponses de Jaurès et R. Jégou que nous avons dû laisser au marbre faute de place.

M. PERNETTE

Les vieux militants doivent aider les jeunes à reformer la tendance anarcho-syndicaliste

Je lis chaque semaine le « Libéraire ». J'ai vu, sur le dernier numéro votre idée d'une enquête sur l'afflux des adhérents à la C.G.T. qui groupera bientôt 5 millions de membres. J'ai applaudi à cette idée et serai vivement intéressé des réponses qui ne manqueront pas, j'en suis certain, de vous parvenir. Quant à moi, quoique bien jeune pour parler des questions si ardues du syndicalisme, je me permets néanmoins d'apporter mon point de vue et de vous donner une suggestion qui, je le souhaite, serait capable de redonner de l'élan au vieux anarcho-syndicalisme d'avant la guerre, qui n'est pas tout à fait mort puisque nous en reparlons.

Beaucoup des nouveaux adhérents à la C. G. T. ont été contraints de se syndiquer parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement (c'est la majorité des camarades syndiqués de l'usine qui les obligent, c'est le label dans l'imprimerie, c'est la haine instinctive du syndicat patronal, du syndicat Croix de feu, etc.). Ceux-ci, inutile d'en parler, à la première occasion ils donneront leur démission, peut-être plus vite encore qu'ils ont donné leur adhésion.

D'autres ne connaissent encore presque rien du syndicalisme. Mais ils ont compris que lorsque la classe ouvrière veut elle peut. Ils ont vu que cette classe ouvrière a, par son action, opposé une résistance, une force victorieuse au capitalisme.

Le prolétariat a triomphé : son triomphe sera demain exploité par les vaincus d'hier, les patrons, les capitalistes et aussi par les dirigeants de cette C.G.T. qui s'est empressée de les accaparer.

Ne tenant pas compte des à-côtés, le nouveau syndicat n'a vu que le triomphe.

Il a nettement compris que s'il n'avait pas été retenu par les vils politiciens ou les délégués de la C.G.T. ses maîtres de demain, il aurait pu prendre les usines (comme s'en est vanté Jouhaux au Congrès de la Fédération Syndicale Internationale). Ah ! si les mots d'ordre n'avaient pas été : « Arrêtez vous docilement sur le lieu du travail » mais : « Travaillez et exploitez les usines pour vous-même, sans vous occuper du capitalisme », l'usine serait devenue une coopérative ouvrière. Au détriment du capitalisme, une délivrance de tout le prolétariat aurait été instaurée.

Cette période (qui aurait pu devenir révolutionnaire) passée, que va devenir notre non syndiqué d'hier, il va à la C.G.T. se trouver devant deux importantes tendances : la tendance de l'ancienne C. G. T. U., tendance communiste (Frachon-Racamon), et la tendance planiste (Jouhaux-Belin) qui croit l'emporter sur la première. Il y a aussi une troisième tendance, hélas ! presque oubliée : l'anarcho-syndicalisme. J'ai peur que les militants qui l'ont propagé se contentent dans leur isolement et que petit à petit (ce qui serait excessivement regrettable pour l'anarchie qui ne peut vivre sans l'anarcho-syndicalisme) cette tendance vraiment révolutionnaire disparaisse du mouvement syndical. Je laisse, en espérant beaucoup, les purs syndicalistes se réveiller d'eux-mêmes.

Etant jeune, je considère surtout ce que font ces différentes tendances (pour annexer la jeunesse à elles : d'un côté la tendance communiste a ouvert une Université Ouvrière où le Marxisme est enseigné. Nombreux ont été les jeunes qui assoiffés de savoir, de n'importe quel savoir, se sont précipités en cette Université Ouvrière qui trop étroite a été obligée de créer une filiale à Montreuil ; en octobre pro-

chain une 3^e sera ouverte dans le 11^e et peut-être d'autres encore.

Du côté planiste le Centre Confédéral d'Éducation Ouvrière sera en octobre prochain subventionné par l'État. Ce sera de chaque groupe de la C. G. T. sera d'autant plus redoutable qu'ils parleront d'un plus grand nombre de syndiqués, la plupart disposés à suivre leurs directives. A l'extérieur, c'est-à-dire dans le pays, ils auront d'autant plus d'autorité qu'ils parleront au nom d'un plus grand nombre d'hommes.

Le fait éloquent d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra devenir mauvais celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme déguisé et par conséquent préjudiciable au véritable.

Cependant, cet afflux de travailleurs, et aussi d'argent dans la Centrale Syndicale unifiée, peut porter ses fruits si, au sein de chaque groupe, il y a des militants conscients de la situation, lutte contre l'influence néfaste des chefs, travaille à l'éducation des masses et s'efforce de maintenir le syndicalisme dans ses vraies et nobles traditions. Et d'abord, il faudrait exiger la cessation de toute collaboration avec l'État, si minime soit-elle.

Je me résume : Si le monde du travail ainsi instruit et organisé, prend conscience de « force », et n'écoute que lui, de grandes espérances sont permises : en premier lieu, la guerre reculera, la liberté ne sera peut-être pas un vain mot, l'ouvrier pourra enfin connaître des jours meilleurs.

E. J. Je conclus : Si une minorité agissante s'attache à renouer le syndicalisme, à le faire apparaître sous son vrai visage, et à lui rendre son prestige d'autant, l'accroissement des forces de la C. G. T. sera un bien. Si cette minorité n'existe pas, ou même si elle est trop faible, elle se créera rapidement un syndicalisme d'état, rongé par la politique, et alors, il sera regrettable que les travailleurs aient placé la leur activité.

E. GRANDGUILLOTTE

Confiance, car le nombre peut favoriser l'émancipation ouvrière et méfiance vigilante à l'égard de l'infiltration politicienne

Il est heureux que notre vieux camarade infatigable dans la lutte ait eu la bonne idée de chercher à savoir par une sorte d'enquête populaire ce que l'on pouvait tirer de la situation actuelle du point de vue syndical, et c'est certes un devoir primordial d'un militant de répondre à la question si simplement et si nettement posée. Est-ce un bien ; est-ce un mal ?

A priori, à mon humble avis, je pense que l'on pourrait exonérer la deuxième question, avec certes quelques réserves, car nous pourrions répondre par l'affirmative sans plus, si nous savions que tout l'effort fait par les ouvriers en quelques semaines, devrait devenir quelques jours de travail conscient dans la politique.

La joie qui prend le cœur de tout militant dans de tel moment fait oublier toutes les mauvaises heures de détresse. Les mauvais jours sont finis, la classe ouvrière vient de prendre conscience de sa puissance. Elle s'est croisée les bras, elle a occupé les usines. Guidée par son instinct naturel, qui la trompe rarement, elle a rejoint son organisation de classe : le Syndicat. Elle a compris que c'est en s'unissant qu'elle sera forte, qu'elle pourra conserver ce qu'elle a conquis.

Nous ne pouvons donc que nous réjouir d'une telle situation. Le plus grand mal, c'était de voir une classe ouvrière divisée, inorganisée, incapable de se battre. Ce mal, aujourd'hui n'existe plus. Les pauvres se sont rendus compte que les riches avaient besoin d'eux. Ils ont acquis une conscience de classe. Et cela est l'annonce de jours nouveaux.

Aujourd'hui cette grosse masse ouvrière, marche derrière les partis du Front Populaire, elle a confiance en eux. Elle espère que le nouveau gouvernement la soulagera de sa souffrance. Confiance mystique, sans base solide. Cette masse ouvrière est profondément révolutionnaire, il suffit de l'entendre, de la voir agir pour s'en rendre compte. Bien dirigée nous serions en droit de tout attendre d'elle.

Ces partis, qui nient la capacité politique du prolétariat, les partisans de guides, de la dictature, freinent chaque jour les travailleurs qui les dépassent dans la lutte.

Le mal, il n'est pas dans les nouveaux arrivants aux syndicats, mais dans ces vieux partis, dans les bonzes syndicaux, qui tentent présentement de sauver le capitalisme en faillite. Nous devons donc nous réjouir de ce grand afflux, parce que c'est la parole saine de la

classe ouvrière qui vient de rejoindre son organisation de classe. Lorsque je dis parole saine, je veux dire celle qui n'est pas directement sous la coupe d'un parti politique, qui a transformé les hommes en machines à voter, qui n'agit que selon les ordres reçus à la cellule. Ces hommes arrivent à l'usine, ils ont leur instinct, leur conscience, ils ne sont pas déformés. C'est notre grand espoir. Ils ont confiance en le Front populaire, mais demain lorsqu'ils se rendront compte que celui-ci ne leur apporte rien, ils se détacheront de lui. L'épreuve expérimentale est nécessaire. Ils iront alors vers ceux qu'ils auront vus dans la lutte, auprès d'eux et qui depuis longtemps les avaient mis en garde contre l'illusion trompeuse.

Notre place est donc au milieu de ces ouvriers, dans leurs syndicats, pour y défendre les intérêts ouvriers, et l'indépendance du syndicalisme. Notre place ne peut pas être ailleurs.

Lorsque certains camarades nous disent : mais vaut la qualité que la quantité, je réponds : la qualité est là où il y a aussi la quantité.

Il est vain de se targuer d'être la qualité parce que l'on joue à l'intransigeance doctrinale. Non, il n'y a pas la qualité là où il n'y a pas la quantité parce qu'il est plus facile de trouver dix hommes dévoués et intelligents qu'il y a cent personnes que la où il n'y en a que dix. Ceci est élémentaire. On ne peut justifier une thèse qu'en l'étayant sur des faits positifs, et non en se drapant du voile de la pureté à la façon des puritains.

Combien de jeunes ouvriers qui ne s'étaient jamais occupés de la question sociale, se sont révélés dans les derniers grèves. Ils s'inscrivent dans la lutte, ils constitueront les « cadres » du prolétariat, ils viendront renforcer la « qualité », c'est-à-dire les militants expérimentés. Ceci est l'histoire de toutes les révolutions. La Révolution française et la Révolution russe abondent en faits identiques. Ces grandes époques permettent aux hommes de briser leurs qualités physiques, morales et intellectuelles.

La grande affluence syndicale a non seulement apporté la quantité, mais elle apportera aussi la qualité, c'est pourquoi je dis c'est un bien.

R. Frémont.

ALBERT HEILLES

Maintenir le syndicalisme dans ses vrais traditions de lutte et d'indépendance vis-à-vis de l'Etat

Il semble que si le nombre des effectifs de la C.G.T. a doublé ou triplé, les résultats en rapport avec cet accroissement. Le gréviste à qui l'on a demandé de se syndiquer, ne l'a fait qu'en raison des événements de l'heure présente, sachant évidemment qu'il le faisait pour acquiescer plus de bien-être, mais connaissant imparfaitement cette grande machine qu'est le syndicalisme et ignorant qu'il se place sur des terrains sans perspectives. La majorité des nouveaux adhérents, en fait d'action syndicale personnelle, se bornera à payer les cotisations. Ce nouvel adhérent constitue un élément neuf qu'il faut instruire, car son action dépendra de l'éducation qu'il aura reçue ; je pense que ce sur ce point que repose essentiellement le problème pose par Sébastien Faure.

Il est inutile de s'appesantir sur l'autorité qu'ont les chefs sur les militants de la base ; par leurs écrits, leurs discours, leur attitude, ils dévient, limitent ou arrêtent leur action. Et l'influence qu'ils exercent sur le mouvement de la C. G. T. sera d'autant plus redoutable qu'ils parleront d'un plus grand nombre de syndiqués, la plupart disposés à suivre leurs directives. A l'extérieur, c'est-à-dire dans le pays, ils auront d'autant plus d'autorité qu'ils parleront au nom d'un plus grand nombre d'hommes.

Le fait éloquent d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra devenir mauvais celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme déguisé et par conséquent préjudiciable au véritable.

Cependant, cet afflux de travailleurs, et aussi d'argent dans la Centrale Syndicale unifiée, peut porter ses fruits si, au sein de chaque groupe, il y a des militants conscients de la situation, lutte contre l'influence néfaste des chefs, travaille à l'éducation des masses et s'efforce de maintenir le syndicalisme dans ses vraies et nobles traditions. Et d'abord, il faudrait exiger la cessation de toute collaboration avec l'État, si minime soit-elle.

Je me résume : Si le monde du travail ainsi instruit et organisé, prend conscience de « force », et n'écoute que lui, de grandes espérances sont permises : en premier lieu, la guerre reculera, la liberté ne sera peut-être pas un vain mot, l'ouvrier pourra enfin connaître des jours meilleurs.

E. J. Je conclus : Si une minorité agissante s'attache à renouer le syndicalisme, à le faire apparaître sous son vrai visage, et à lui rendre son prestige d'autant, l'accroissement des forces de la C. G. T. sera un bien. Si cette minorité n'existe pas, ou même si elle est trop faible, elle se créera rapidement un syndicalisme d'état, rongé par la politique, et alors, il sera regrettable que les travailleurs aient placé la leur activité.

E. GRANDGUILLOTTE

Confiance, car le nombre peut favoriser l'émancipation ouvrière et méfiance vigilante à l'égard de l'infiltration politicienne

Il est heureux que notre vieux camarade infatigable dans la lutte ait eu la bonne idée de chercher à savoir par une sorte d'enquête populaire ce que l'on pouvait tirer de la situation actuelle du point de vue syndical, et c'est certes un devoir primordial d'un militant de répondre à la question si simplement et si nettement posée. Est-ce un bien ; est-ce un mal ?

A priori, à mon humble avis, je pense que l'on pourrait exonérer la deuxième question, avec certes quelques réserves, car nous pourrions répondre par l'affirmative sans plus, si nous savions que tout l'effort fait par les ouvriers en quelques semaines, devrait devenir quelques jours de travail conscient dans la politique. La joie qui prend le cœur de tout militant dans de tel moment fait oublier toutes les mauvaises heures de détresse. Les mauvais jours sont finis, la classe ouvrière vient de prendre conscience de sa puissance. Elle s'est croisée les bras, elle a occupé les usines. Guidée par son instinct naturel, qui la trompe rarement, elle a rejoint son organisation de classe : le Syndicat. Elle a compris que c'est en s'unissant qu'elle sera forte, qu'elle pourra conserver ce qu'elle a conquis.

Nous ne pouvons donc que nous réjouir d'une telle situation. Le plus grand mal, c'était de voir une classe ouvrière divisée, inorganisée, incapable de se battre. Ce mal, aujourd'hui n'existe plus. Les pauvres se sont rendus compte que les riches avaient besoin d'eux. Ils ont acquis une conscience de classe. Et cela est l'annonce de jours nouveaux.

Aujourd'hui cette grosse masse ouvrière, marche derrière les partis du Front Populaire, elle a confiance en eux. Elle espère que le nouveau gouvernement la soulagera de sa souffrance. Confiance mystique, sans base solide. Cette masse ouvrière est profondément révolutionnaire, il suffit de l'entendre, de la voir agir pour s'en rendre compte. Bien dirigée nous serions en droit de tout attendre d'elle.

Ces partis, qui nient la capacité politique du prolétariat, les partisans de guides, de la dictature, freinent chaque jour les travailleurs qui les dépassent dans la lutte.

Le mal, il n'est pas dans les nouveaux arrivants aux syndicats, mais dans ces vieux partis, dans les bonzes syndicaux, qui tentent présentement de sauver le capitalisme en faillite. Nous devons donc nous réjouir de ce grand afflux, parce que c'est la parole saine de la

« LE LIBERTAIRE »

n'a pas d'autres ressources que la souscription et l'abonnement

